

N° 4551.

---

## FRANCE ET SUISSE

**Accord sur le régime de la route internationale  
de Grand Lucelle à Klösterli, et protocole  
final. Signés à Paris, le 29 janvier 1937.**

*Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement  
a eu lieu le 13 avril 1939.*

---

## FRANCE AND SWITZERLAND

**Agreement regarding the Regime of the Inter-  
national Road from Grand Lucelle to  
Klösterli, and Final Protocol. Signed at  
Paris, January 29th, 1937.**

*French official text communicated by the Swiss Federal Council. The  
registration took place April 13th, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N<sup>o</sup> 455I. — ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE SUR LE RÉGIME DE LA ROUTE INTERNATIONALE DE GRAND LUCELLE A KLÖSTERLI. SIGNÉ A PARIS, LE 29 JANVIER 1937.

No. 455I. — AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND REGARDING THE REGIME OF THE INTERNATIONAL ROAD FROM GRAND LUCELLE TO KLÖSTERLI. SIGNED AT PARIS, JANUARY 29TH, 1937.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE  
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,  
Vu, d'une part, la Convention<sup>2</sup> conclue à Versailles le 20 juin 1780 entre le Roi de France et le Prince-Evêque de Bâle et le Supplément à cette convention signé à Porrentruy le 15 août 1782, d'autre part, le Procès-verbal de délimitation entre le canton de Berne et la France du 12 juillet 1826, enfin, le Procès-verbal de reconnaissance de travaux dressé à Colmar le 9 avril 1930 par la Commission technique franco-suisse,

Désireux de conclure une convention additionnelle tenant compte des travaux effectués sur la route internationale de Grand Lucelle à Klösterli,

Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur A. DUNANT, ministre de Suisse à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Monsieur Yvon DELBOS, député, ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL  
and

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC,  
In view, on the one part, of the Convention<sup>2</sup> concluded at Versailles on June 20th, 1780, between the King of France and the Prince-Bishop of Basle and the Supplement to the said Convention signed at Porrentruy on August 15th, 1782, and, on the other part, of the procès-verbal of delimitation between the Canton of Berne and France of July 12th, 1826, and, lastly, of the procès-verbal recording construction work, drawn up at Colmar on April 9th, 1930, by the Franco-Swiss Technical Commission,

Desirous of concluding an additional convention taking account of the work carried out on the international road from Grand Lucelle to Klösterli,

Have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

FOR THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur A. DUNANT, Swiss Minister in Paris;

FOR THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Monsieur Yvon DELBOS, Deputy, Minister for Foreign Affairs;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 5 février 1938.

<sup>1</sup> Came into force February 5th, 1938.

<sup>2</sup> DE MARTENS, *Recueil des Traités*, tome II, page 85.

*Article premier.*

Le libre passage avec exemption de tous droits sera accordé sur la déviation exécutée dans le courant des années 1928 et 1929, connue depuis sous le nom de déviation de Saint-Pierre et située entre les points kilométriques 4.425 et 5.565 du chemin vicinal d'intérêt commun N° 21 *bis* (route de Lucelle à Klösterli).

*Article 2.*

La portion de la même route située plus à l'ouest entre les points kilométriques 0 et 1.100 sera soumise au même régime.

*Article 3.*

La portion de la route suisse de Scholis à Bourrignon située entre la frontière franco-suisse à Scholis (borne 35 *a*) et le bureau de douane suisse existant sur cette route sera également soumise au même régime.

*Article 4.*

Les portions de route internationalisées aux termes des articles précédents se trouvent indiquées en couleur bleue (tronçons français) et en couleur verte (tronçons suisses) sur la carte<sup>1</sup> ci-annexée.

*Article 5.*

Sur l'itinéraire comprenant les portions de route internationalisées aux termes, tant du supplément de convention du 15 août 1782 que des dispositions qui précèdent et conduisant de Scholis à Klösterli par Lucelle et Moulin Neuf, les agents français chargés de l'exercice de la police et de la surveillance douanière sur les tronçons de cet itinéraire situés en territoire français pourront emprunter, en uniforme et en armes, les tronçons suisses pour rejoindre le territoire français. Réciproquement, les agents suisses chargés de l'exercice de la police et de la surveillance douanière sur les tronçons du même itinéraire situés en territoire suisse pourront emprunter, en uniforme et en armes, les tronçons français pour rejoindre le territoire suisse. Les agents assermentés des services vicinaux de l'un et l'autre pays jouiront, pour l'accomplissement de leur mission, des mêmes facilités, le port d'armes excepté. Ces facilités entreront en vigueur simultanément avec les dispositions qui précèdent et seront maintenues

*Article 1.*

Free passage with exemption from all duties shall be granted on the by-pass constructed during the years 1928 and 1929, known as the Saint-Pierre by-pass and situated between kilometric points 4.425 and 5.565 of the joint local road No. 21 *bis* (road from Lucelle to Klösterli).

*Article 2.*

The part of the same road situated further west between kilometric points 0 and 1.100 shall be subject to the same regime.

*Article 3.*

The part of the Swiss road between Scholis and Bourrignon situated between the Franco-Swiss frontier at Scholis (stone 35 *a*) and the Swiss Customs office situated on that road shall also be subject to the same regime.

*Article 4.*

The parts of the road internationalised under the above Articles shall be shown in blue (French sections) and in green (Swiss sections) on the map<sup>1</sup> annexed hereto.

*Article 5.*

On the route including the parts of the road which are internationalised under the terms both of the Supplement to the Convention of August 15th, 1782, and the above provisions, and running from Scholis to Klösterli via Lucelle and Moulin Neuf, the French officials responsible for police and Customs surveillance over the sections of this route situated in French territory may use the Swiss sections of the road, when in uniform and carrying arms, for the purpose of reaching French territory. Reciprocally, Swiss officials responsible for police and Customs surveillance on sections of the same route situated in Swiss territory may use the sections of the route situated in French territory, when in uniform and carrying arms, for the purpose of reaching Swiss territory. Sworn employees of the local services of either country shall be entitled to the same facilities in the performance of their duties, except that they may not carry arms. These facilities shall come into effect

<sup>1</sup> Non reproduite.

<sup>1</sup> Not reproduced.

aussi longtemps que ces dispositions garderont leur effet.

*Article 6.*

Les questions se rapportant tant à l'entretien courant de la route dont il s'agit qu'aux travaux accidentels qui pourraient être rendus nécessaires sur cette route seront réglées directement entre les collectivités intéressées, savoir le département du Haut-Rhin, du côté français, les cantons de Berne et de Soleure, du côté suisse.

*Article 7.*

Les deux gouvernements conviennent de porter devant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye tout différend qui pourrait surgir entre eux au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord.

*Article 8.*

Le présent accord entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il est conclu pour la durée de dix ans, à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

En foi de quoi, les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le 29 janvier 1937.

(Signé) DUNANT.

(Signé) YVON DELBOS.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer la présente convention, les plénipotentiaires soussignés constatent qu'il est bien entendu que l'article 5 de ladite convention ne donne aux agents de chacun des deux pays qu'un droit le libre passage sur les portions de la route situées sur le territoire de l'autre Etat et qu'ils n'auront compétence d'accomplir des actes officiels que sur le territoire de l'Etat dont ils relèvent.

simultaneously with the above provisions, and shall be retained as long as the provisions themselves remain in force.

*Article 6.*

Questions connected with the ordinary maintenance of the road in question, and such casual work as may become necessary on that road, shall be settled direct between the local authorities concerned, that is to say, the Département du Haut-Rhin on the French side and the Cantons of Berne and Solothurn on the Swiss side.

*Article 7.*

The two Governments agree to refer to the Permanent Court of International Justice at The Hague any dispute which may arise between them with regard to the interpretation or execution of the present Agreement.

*Article 8.*

The present Agreement shall enter into force upon the exchange of the ratifications thereof. It is concluded for a period of ten years, dating from its entry into force. Unless denounced six months before the expiry of this period, it should be regarded as being renewed for a further period of ten years, and so on for successive periods.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate in Paris, this 29th day of January, 1937.

(Signed) DUNANT.

(Signed) YVON DELBOS.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the present Convention, the undersigned Plenipotentiaries note that it is fully understood that Article 5 of the Convention gives the officials of each of the two countries only the right of free passage on those parts of the road which are situated in the territory of the other State, and that they shall not be entitled to take official action elsewhere than in the territory of the State to which they belong.

Il est également entendu que les agents assermentés des services vicinaux de l'un et de l'autre pays visés audit article 5 sont les agents des deux pays qui sont chargés par les autorités locales ou cantonales de la police de la route, soit du maintien de la sécurité de la circulation, tels que les conducteurs de travaux, les cantonniers, les commissaires de police, gendarmes, gardes champêtres et gardes forestiers.

It is also understood that the sworn officials of the local services of either country referred to in Article 5 are the officials of the respective countries placed by the local or cantonal authorities in charge of road policing or traffic safety regulations, such as works foremen, roadmen, police officials, gendarmes, rural police and forest police.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le 29 janvier 1937.

Done in duplicate in Paris, this 29th day of January, 1937.

(*Signé*) DUNANT.  
(*Signé*) YVON DELBOS.

(*Signed*) DUNANT.  
(*Signed*) YVON DELBOS.

Pour copie conforme :

Berne, le 12 avril 1939.

*Le Chancelier de la Confédération,*  
G. Bovet.